



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

**Lancement de la French Fab**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

**Bercy**

*Lundi 2 octobre 2017*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Merci d'abord pour cette splendide réalisation, et ce symbole de l'industrie française.

Je crois à l'industrie française. L'industrie n'est pas notre passé. L'industrie ne doit pas être un objet de nostalgie pour les Français. L'industrie, ce n'est pas Zola, la misère, la saleté et la lutte des classes – même si cela a fait partie de notre histoire.

L'industrie, ce ne doit pas être non plus Michel Houellebecq, la désindustrialisation et la France ramenée à un parc d'attractions. Michel Houellebecq est l'un des plus grands écrivains français. Mais c'est justement parce qu'il nous a avertis du risque de la désindustrialisation que je vous demande, à tous ici, de faire mentir Michel Houellebecq. Je vous demande de participer à la réindustrialisation du pays. Je vous demande de mobiliser nos salariés, nos entrepreneurs, nos PME, nos TPE, nos ingénieurs, nos chercheurs, nos commerciaux, pour redonner à l'industrie française la place, la force, la puissance qu'elle a perdues.

Philippe Varin a rappelé les chiffres. Je préfère ne pas m'appesantir sur les chiffres du passé, et plutôt m'intéresser à ce que l'industrie française peut être à l'avenir. Le moment est venu de redonner un élan à notre industrie nationale. C'est le moment, et pas uniquement parce que nous avons aujourd'hui, avec la French Fab, un étendard derrière lequel nous rassembler ; mais parce que la révolution digitale en cours, les révolutions technologiques en cours sont, pour notre industrie, une opportunité sans précédent de se réinventer.

Ce qui fait la force du génie français, c'est la capacité de se réinventer. C'est la capacité de saisir les opportunités liées au digital, à l'intelligence artificielle, au numérique, pour avoir une industrie plus forte demain qu'elle ne l'était hier. La France redresse la tête, notre économie redresse la tête, l'industrie française aussi doit redresser la tête.

Je veux remercier tous ceux qui ont participé à ce mouvement de relance de l'industrie française, tous ceux qui sont rassemblés aujourd'hui, vous tous, qui êtes présents ici. Je remercie évidemment le créateur de ce magnifique coq bleu français. Je veux remercier Philippe Varin, grand industriel français, remercier Philippe Darmayan, grand industriel français également, de vos efforts pour faire émerger une représentation unique de l'industrie.

Pour avoir été trois ans ministre de l'Agriculture, je sais à quel point il est difficile en France de rassembler les chapelles. Je sais à quel point chacun a son intérêt, sa boutique ; combien chacun aime être reconnu pour ce qu'il est. Mais apprenons à nous rassembler, apprenons à parler d'une seule voix, apprenons à être unis. Cela vaut pour l'industrie, pour l'agriculture, pour la finance, pour les services, pour tous les pans de l'économie. Quand le monde est aussi compétitif qu'il l'est aujourd'hui, la France ne doit pas être divisée.

La France économique doit être rassemblée, unie, forte. C'est ainsi que nous gagnerons. Pour ma part, je préfère gagner que perdre. Je préfère conquérir que subir. Et je préfère que notre économie grandisse plutôt qu'elle rapetisse. C'est l'objectif qui nous rassemble aujourd'hui.

Et c'est l'occasion de remercier Nicolas Dufourcq pour son travail exceptionnel à la tête de la Banque Publique d'Investissement. Il connaît parfaitement le tissu industriel français. Il a vu ce que nous voyons tous : des entreprises qui voudraient grandir, mais qui ne savent pas comment. Des PME qui savent parfaitement qu'il y a une révolution digitale, mais qui se disent : « comment faire pour réussir face à cette révolution digitale ? » Tu les as accompagnées, tu les suis, tu les fais grandir, tu as mis en place un accélérateur de croissance qui marque une vraie avancée dans ce domaine, et nous avons fixé ensemble un nouvel objectif : 2.000 entreprises sont accompagnées par la BPI aujourd'hui ; demain, je le redis, 4.000 entreprises doivent être accompagnées par la



BPI, dans cet accélérateur de croissance qui marche remarquablement bien grâce à ton initiative et grâce à ton talent.

Pour réussir, il y a trois conditions qui sont très simples.

D'abord, parler d'une seule voix, être unis, rassemblés : pas de querelles, pas de disputes, pas de problèmes de chapelles mais une industrie forte, parce que rassemblée. Pas de très petites entreprises d'un côté, et des géants de l'autre. Pas ceux qui sont méchants, parce qu'ils sont forts, et ceux qui sont gentils parce qu'ils sont petits. Mais tout le monde, dans le même bateau, qui avance, et qui conquiert de nouveaux marchés.

La deuxième condition, c'est la capacité à grandir. Oui, dans une économie de rupture, nos entreprises doivent grandir ! Dans une économie d'innovation, *big is beautiful*, nous avons besoin de grandir. Nous avons besoin d'investir, nous avons besoin d'innover. Le témoignage que vous avez apporté tout à l'heure sur votre entreprise, qui doit grandir, recoupe les centaines de témoignages que j'ai entendus. Il est juste, il est frappé au coin du bon sens : nos entreprises doivent grandir pour être plus fortes et pour investir.

Enfin, la troisième condition, j'y reviendrai, c'est évidemment l'innovation, parce que le monde ne nous attendra pas, et que, si nous voulons réussir, nous devons innover.

Je voudrais rentrer maintenant un peu plus dans le détail de ce qui fera la force de l'industrie française demain pour tirer les leçons des erreurs passées, sortir des grands discours sur la ré-industrialisation française, fondés très souvent sur des préjugés ou des pétitions de principe, pour aller vers la réalité des choses, la réalité des problèmes et la réalité des défis qui nous attendent. Il ne suffit pas de crier ré-industrialisation tous les quatre matins pour qu'elle se produise : il faut des décisions. Des décisions qui sont difficiles, qui amènent des choix, des choix politiques, des choix fiscaux, des choix économiques.

Sortons du bavardage sur l'industrie et prenons des décisions.

Première décision à prendre : s'entendre sur le cap. Qu'est-ce que l'industrie française de demain ? Pour moi, il y a un seul cap : c'est une industrie de l'innovation, une industrie 4.0, une industrie de matière grise. L'avenir de l'industrie française est dans l'industrie d'innovation haut de gamme. Quelles que soient les décisions que nous prendrons sur le coût du travail, sur les charges, l'avenir de l'industrie française n'est pas dans les produits de moyenne gamme.

Je vous recommande de regarder attentivement tous les excellents rapports qui sont parus sur le sujet. Ils montrent certes que la part de l'industrie française dans notre économie est en baisse. Mais si vous regardez plus attentivement, segment de l'industrie par segment de l'industrie, vous verrez que l'industrie de haute technologie progresse dans notre pays. Nous créons des usines ! Nous avons créé, l'année dernière, plus d'usines dans le secteur industriel qu'il n'y a eu de fermetures.

L'industrie haut de gamme, l'industrie de haute technologie, l'industrie d'innovation, l'industrie qui investit se porte bien en France. Martelez ce message ! L'industrie qui va mal, c'est l'industrie de moyenne gamme, celle qui ne se renouvelle pas, qui n'investit pas, qui n'innove pas, qui n'apporte pas aux consommateurs des produits nouveaux, solides, fiables, sûrs, attractifs.

Disons la vérité, il n'y a qu'un seul cap, pas deux. A force d'avoir voulu courir plusieurs lièvres à la fois, défendre tous les pans de l'industrie, tous les secteurs, sans faire de choix, nous avons fragilisé notre industrie. Notre cap, je le redis, c'est l'industrie d'innovation, de haute technologie, qui investit, qui innove, qui renouvelle ses produits, et qui vise le haut de gamme.



Pour tenir ce cap-là, nous avons un certain nombre de défis à relever : sept défis qu'il nous faut relever à la fois pour faire de notre industrie une industrie forte, compétitive au niveau européen et au niveau mondial.

Le premier défi, celui dont on parle en général le moins parce qu'il est compliqué, parce qu'il prend du temps, c'est le défi de la formation.

Au cours des cinq dernières années, j'ai effectué 537 déplacements en France. J'ai visité des dizaines de PME, de grandes entreprises industrielles, de sites industriels. A chaque fois, je me souviens du visage du chef ou de la chef d'entreprise, me disant : « Vous savez, mon premier problème, ce ne sont même pas les coûts, ce ne sont même pas les charges, ce ne sont même pas les normes : mon premier problème, c'est que je veux recruter, et que je ne trouve personne. Mon premier problème, c'est que j'ai besoin d'un ingénieur et que je n'en ai pas ou qu'il coûte trop cher. Mon premier problème, c'est que j'ai besoin d'un chaudronnier, d'un soudeur, d'un technicien de maintenance, et que ça fait des semaines que j'en cherche et que je n'en trouve pas. »

Quoi de plus désolant, dans un pays qui a des millions de chômeurs, que de voir des pans entiers de notre secteur industriel proposer des emplois qu'ils n'arrivent pas à pourvoir ? Quoi de plus désolant pour notre jeunesse, pour les générations qui viennent, que de voir des dizaines de milliers de nos enfants suivre des filières à l'université, dont on sait qu'elles ne mènent absolument nulle part ; et de voir qu'à côté, au CFA Industrie, qui a 95 % de taux d'employabilité à la sortie, à des niveaux de salaires élevés, on n'arrive pas à recruter suffisamment de candidats.

La formation est donc un enjeu capital pour secteur industriel. La culture industrielle et scientifique doit irriguer tout notre système de formation, tout notre système universitaire, tous nos CFA. Et nous sommes prêts, avec Jean-Michel Blanquer, avec le ministre de l'Education nationale, à porter ce message, y compris au niveau du collège, y compris au niveau du lycée, pour changer la vision que nos enfants et que les générations futures ont de l'industrie. L'industrie est un secteur porteur, un secteur qui crée des emplois, de la richesse, et qui offre de très belles perspectives de carrière à ceux qui s'y engagent. Voilà le message que nous devons marteler impérativement.

Nous mettrons également en place, avec le président de la République et le Premier ministre, un dispositif de formation de quinze milliards d'euros, pour tous les jeunes qui n'ont ni qualification, ni formation, ni emploi, et qui ne trouvent pas leur place dans la société, pour qu'ils puissent s'orienter vers des filières notamment industrielles, qui leur offriront les formations, les qualifications et le travail dont ils ont besoin.

Deuxième défi, la fiscalité – qui fait actuellement l'objet de beaucoup de débats.

Je voudrais préciser à cette occasion un certain nombre de choses. Je ne crois absolument pas à la théorie du ruissellement des richesses : je ne crois pas une seconde que les richesses sont quelque chose qu'on donne aux uns, et qui circulerait ensuite dans toute l'économie, qui ruissellerait, comme on dit, en permettant à toute l'économie de vivre mieux.

En revanche, je crois à la nécessité de créer des richesses avant de les redistribuer. Je crois à la nécessité d'alléger la fiscalité sur le capital pour que nos entreprises puissent mieux se financer, investir et innover.

La politique fiscale que nous avons décidé de mettre en place avec le président de la République n'est pas une politique fiscale pour les riches, comme je l'entends dire trop souvent, de manière injuste et fautive : c'est une politique fiscale pour l'investissement, pour l'innovation, une politique adaptée à la réalité du monde économique contemporain, où nos entreprises ont besoin d'investir toujours plus, d'acheter des robots, de se digitaliser, de profiter des opportunités offertes par les



révolutions technologiques – sauf qu’acheter un robot, ça coûte cher, que digitaliser son entreprise, ça coûte cher, qu’investir, ça coûte cher.

Si vous conservez une fiscalité sur le capital aussi lourde qu’aujourd’hui, vous tuez votre économie, vous l’empêchez de se développer, vous lui interdisez de créer des emplois. Notre politique fiscale est juste, parce qu’elle créera les emplois dont la France a besoin. Au contraire, la politique fiscale d’hier, qui consiste à redistribuer des richesses que nous n’avons pas, qui privent les entreprises de leur capacité à se développer, est une politique fiscale injuste et inefficace, parce qu’elle a conduit à la situation où nous sommes aujourd’hui : dette, déficits, chômage.

Que tous ceux qui attaquent aujourd’hui notre politique fiscale apportent des solutions différentes ! Qu’ils nous prouvent que la politique fiscale d’hier a été juste et efficace ! Les résultats sont sans appel : la France est appauvrie ; la France est désindustrialisée ; la France a perdu des emplois, parce qu’elle n’a pas voulu mettre en place la politique fiscale que nous mettons aujourd’hui en place, avec le président de la République et avec le Premier ministre, qui va permettre à nos entreprises d’investir, d’innover, de créer des emplois.

Oui, nous allons mettre en place un prélèvement forfaitaire unique à 30 % sur les revenus du capital : parce que cela voudra dire plus de capital pour les entreprises et plus d’emplois pour les Français. Oui, nous allons supprimer l’ISF sur les valeurs mobilières : parce que nous voulons que celui qui investit, qui prend des risques, qui achète des actions, qui prend des parts dans une entreprise dont on ne sait pas si elle va marcher, puisse être récompensé de son risque, et que notre économie soit ainsi mieux financée. Oui, nous allons baisser l’impôt sur les sociétés, en le ramenant de 33,3 % à 25 % : parce qu’il serait temps que les entreprises françaises aient un niveau d’imposition sur leurs bénéfices semblable à celui des autres Etats européens – sans quoi, nous risquons fort, non seulement de désindustrialiser notre pays, mais d’affaiblir tout notre tissu économique.

Nous opérons une rupture fiscale : elle est nécessaire, elle est juste, et je suis convaincu qu’elle sera efficace. Et pour le prouver, je le redis : je suis prêt à mettre en place un dispositif d’évaluation de notre politique fiscale. Je suis prêt à mettre en place un comité qui associera la direction du Trésor, l’INSEE, les parlementaires, la Cour des comptes, pour faire le bilan d’ici deux ans de cette politique fiscale, de son impact en termes de créations d’emplois et de son apport à la croissance et au financement des entreprises.

Le troisième défi, c’est le coût du travail.

Nous avons pris la décision, depuis plusieurs années, d’alléger massivement les charges sur les bas salaires. C’est une bonne politique, tout simplement parce que le niveau de chômage est concentré autour des niveaux de qualifications les plus faibles, et des salaires les plus modestes. Il est donc justifié d’alléger massivement les charges sur les salaires les plus bas et sur les niveaux de qualifications les plus faibles. Cette politique sera maintenue dans le cadre du CICE, qui sera transformé en allègements de charges directs en 2019.

Mais je pense qu’il ne faut pas fermer la porte à des allègements de charges plus importants, au-delà de la limite des 2,5 SMIC. Pourquoi ? Parce qu’à côté du défi de l’emploi, il y a un deuxième défi : celui de la compétitivité de notre économie.

Je ne peux pas dire à nos entreprises, nos PME, nos TPE : « Vous devez grandir, vous devez viser l’industrie d’innovation, l’industrie haut de gamme, l’industrie de technologie, celle qui embauche par définition à des niveaux de qualifications plus élevés. Formez vos salariés, aidez-



les à acquérir de nouvelles compétences ! » Et leur dire en même temps : « Mais sur les salaires les plus élevés, les plus qualifiés, les charges resteront toujours aussi importantes. »

Il y a là une incohérence, or je suis un ministre cohérent dans sa politique, dans sa détermination, dans le cap qu'il fixe à notre économie. Si notre économie doit avoir des salariés toujours plus qualifiés, nous devons ouvrir la réflexion sur les allègements de charges chez les salariés les plus qualifiés.

Le quatrième défi, c'est l'innovation.

Réalité virtuelle, impression 3D, intelligence artificielle, véhicule autonome, tissu autonome qui recompose la peau d'elle-même, nouveaux systèmes de liaisons, relations entre les différents moteurs de recherche, Fintech, services financiers totalement désintermédiés : voilà la réalité de notre industrie aujourd'hui.

Nous avons besoin de continuer à financer cette innovation. Le crédit impôt recherche sera donc sanctuarisé, et je vous redis que je suis prêt à étudier, non seulement son déplafonnement – qui ne concernerait que les grandes entreprises – mais aussi la simplification d'un certain nombre de règles qui faciliterait son accès aux TPE et PME.

En avril 2018 nous porterons avec Benjamin Griveaux un projet de loi de transformation des entreprises. Je souhaite que dans le cadre de ce projet de loi nous puissions étudier les dispositifs de simplification du crédit impôt recherche pour que nos PME, nos TPE puissent y avoir accès plus facilement.

Ici encore, regardons les détails, ne nous contentons pas de grandes paroles et de grandes déclarations. Pour beaucoup de petites entreprises certains investissements dans l'innovation sont pris en compte et d'autres non – selon des règles totalement absurdes. Regardons ces règles, simplifions-les, pour que le crédit impôt recherche profite à ceux qui en ont le plus besoin.

L'innovation c'est aussi l'innovation de rupture, celle qui ne rapporte pas tout de suite mais qui permettra à l'avenir de maintenir la France en tête des grandes nations industrielles.

Il est certain que nous ne trouverons pas dès demain les moyens de stocker l'énergie renouvelable. Tous ceux qui connaissent le savant : c'est un défi technologique extraordinairement compliqué. Aucune entreprise privée ne va investir demain sur le stockage des énergies renouvelables toute seule parce que le retour sur investissement n'est pas immédiat.

C'est là que l'Etat a un rôle à jouer. Le rôle de l'Etat n'est pas de diriger des entreprises à la place des entrepreneurs ; de prendre une participation minoritaire dans une entreprise pour avoir un strapontin et de compter des points entre les principaux actionnaires de l'entreprise. Ce n'est pas ma conception de l'Etat. Le rôle de l'Etat en matière économique c'est d'investir dans l'avenir, de financer cette innovation de rupture, de protéger nos secteurs stratégiques, de construire des champions européens – j'y reviendrais – voilà le rôle de l'Etat, et il est majeur en matière économique.

Ce fonds pour l'innovation de rupture sera doté de 10 milliards d'euros. Il produira 200 à 300 millions d'euros disponibles par an, qui seront investis dans des grands projets d'innovation de rupture. Ce fonds permettra également de réconcilier croissance économique et environnement : car s'il y a bien une façon de construire une industrie respectueuse de l'environnement, c'est d'innover et d'investir dans ces innovations de rupture. Je souhaite que ce fonds soit disponible et opérationnel dès le début de l'année 2018.



Cinquième défi : les filières.

Philippe Varin en a parlé, en connaissance de cause. Nicolas Dufourcq m'en parle aussi très souvent. Et tous, vous martelez ce message tellement juste : « l'avenir de l'industrie française est dans les filières industrielles ».

Prenez la filière de l'aéronautique, bien installée dans ma région de Normandie. Vous avez des sous-traitants de premier rang, de deuxième rang ; on fait des nacelles, on fait des moteurs, on fait des systèmes de guidage, on fait des trains d'atterrissage, on travaille le caoutchouc, on travaille les ailes, on travaille la portance, on travaille les télécommunications ; et tout ça ensemble dans une logique de filière qui va du moindre petit rivet qui servira à fixer une partie de l'aile, jusqu'à un système de télécommunication extraordinairement compliqué en passant par les micro-processeurs toujours plus complexes, toujours plus performants, toujours plus réduits, qui devront être intégrés dans le fuselage des avions.

Ces filières me font rêver : car ce sont des aventures industrielles, mais aussi des aventures humaines, de chefs d'entreprise qui discutent entre eux, qui trouvent des solutions entre eux, qui se complètent et qui permettent à tout un secteur de notre économie d'avancer et d'être plus forte.

Je crois à cette logique de filières et je la défendrais bec et ongle, à l'image du coq bleu de La French Fab.

Le sixième défi c'est l'Europe.

J'ai écouté avec attention les critiques des uns et des autres sur la fusion entre ALSTOM et SIEMENS, ou l'investissement de FINCANTIERI sur les Chantiers de Saint-Nazaire. Et je me suis dit : « comme ils sont nombreux en France ces responsables politiques qui vivent dans le monde d'hier – alors que le monde industriel de demain va nous demander d'unir nos forces. » Je me suis dit également : « comme ils sont nombreux en France ces responsables politiques qui ne veulent pas voir le monde tel qu'il est – alors qu'il faut le regarder avec lucidité, sans peur, mais sans naïveté non plus. »

Dans le secteur du transport ferroviaire, en 2000, il n'y avait aucun acteur chinois de taille respectable. Aucun. En 2017, le premier acteur ferroviaire mondial est chinois, il s'appelle CRRC : son chiffre d'affaires est de 30 milliards d'euros ; c'est quatre fois celui d'ALSTOM. En 2015, CRRC n'était pas présent sur le marché américain. En 2016, CRRC a gagné tous les appels d'offre américains sur le transport ferroviaire. En 2017, CRRC n'est pas encore présent sur le marché européen mais le groupe prospecte déjà, notamment en République tchèque. Demain – pas dans dix ans mais dans six mois, un an ou deux ans – si nous ne nous unissons pas, la Chine prendra tous les marchés européens ferroviaires. Voilà la réalité.

Ma responsabilité d'homme politique n'est pas de rêver du passé avec nostalgie, n'est pas de bourdonner comme la mouche contre la vitre sur l'actualité immédiate. Ma responsabilité, c'est l'avenir de la France et des Français. Et je vous le dis : rassembler ALSTOM et SIEMENS protège les intérêts des Français dans le secteur ferroviaire en matière d'emploi et en matière de sites industriels français.

Avec cette fusion, nous allons créer le deuxième champion industriel mondial du ferroviaire ; nous allons unir nos technologies ; nous allons faire des économies d'échelle ; nous allons être plus compétitifs et permettre au domaine ferroviaire d'être plus puissant qu'il ne l'était hier.



Je dirigerai moi-même le Comité national de suivi des engagements de SIEMENS vis-à-vis du gouvernement français en termes d'emploi, de sites, d'investissement et de protection de nos technologies. Parce que je crois à cette opération, je veux vérifier moi-même avec mon futur homologue allemand que les engagements pris par SIEMENS sont tenus.

Même chose pour l'opération de rapprochement entre STX et FINCANTIERI. Nous avons ouvert la voie à la création du premier champion mondial de la construction navale civile, et je l'espère demain militaire. Et comme la confiance n'est pas encore totalement au rendez-vous, je le sais, nous avons prévu que l'accord entre FINCANTIERI et STX se construira au fil du temps. Tous les deux ans, l'Etat aura la possibilité de reprendre le pourcentage de capital prêté à FINCANTIERI. Si les engagements ne sont pas tenus sur l'investissement, sur l'emploi, sur la protection des technologies, l'Etat pourra reprendre pendant douze ans son pourcentage et récupérer la majorité. Et nous n'hésiterons pas à le faire, en cas de besoin pour préserver STX.

D'ailleurs, oubliez ce nom de STX puisque le président d'ALSTOM, monsieur POUPART-LAFARGE, m'a donné hier la garantie que les Chantiers de Saint-Nazaire pourraient retrouver ce beau nom des Chantiers de l'Atlantique qui appartenait à ALSTOM.

Au-delà des géants industriels à construire en Europe, l'Union européenne doit affronter plusieurs autres défis.

Le premier défi, c'est celui de la concurrence. On ne peut pas nous expliquer qu'il faut grandir, unir nos forces et puis voir la Commission nous dire : « Vous êtes trop grands, vous êtes monopolistiques. C'est dangereux. Séparez-vous, divisez-vous. Ne soyez pas ensemble. » Un peu de cohérence. Dans un monde où l'intensité capitaliste est toujours plus forte, où nous voyons émerger des géants dont les chiffres d'affaires ne se chiffrent pas en milliards d'euros, mais en centaines de milliards d'euros, nous resterions petits et divisés ?

Non ! Que l'Union européenne comprenne que la concurrence ne peut plus être l'alpha et l'oméga de la politique industrielle de l'Europe. Qu'elle comprenne qu'il y a en Chine et aux Etats-Unis des géants qui font cinq, six, dix fois la taille de nos géants industriels et que nous ne pouvons pas rester divisés quand les autres à travers la planète s'unissent. L'Europe ne sera une grande puissance industrielle et planétaire quand que nous aurons le courage d'unir au lieu de séparer.

Deuxième défi européen, celui de l'équité commerciale. Je suis en désaccord avec la faiblesse dont nous faisons preuve dans ce domaine. N'oublions pas ce qui s'est passé sur les panneaux photovoltaïques, il y a quelques années. Parce qu'une fois qu'on a perdu une bataille industrielle, il n'y a pas de seconde bataille pour se rattraper. Nous avons refusé à notre industrie du panneau photovoltaïque la moindre subvention d'Etat, le moindre soutien, la moindre aide. Avec une intransigeance totale, la Commission européenne a dit : « Aide d'Etat, niet. » Dans le même temps, l'industrie chinoise finançait largement ces panneaux photovoltaïques et les proposait à vil prix. Nous les avons achetés, nous avons tué nous-mêmes l'industrie du panneau photovoltaïque européenne. Nous l'avons tuée par naïveté. Nous l'avons tuée par obstination, par intransigeance sur nos principes économiques.

Je refuse qu'il arrive la même chose pour les grands secteurs industriels dont je viens de vous parler. Je pose juste à vous tous ici une question : est-il normal que la Chine puisse vendre des trains en France et en Europe et que la France et l'Europe n'aient pas le droit de vendre des trains en Chine ? Cherchez la réponse à cette question, elle n'est pas très difficile à trouver : non et trois fois non ! Il est temps que l'Europe livre la bataille de l'équité commerciale. Oui à un commerce ouvert mais un commerce équitable, fondé sur la réciprocité, sur des principes d'échanges qui sont les mêmes, sur le libre accès aux marchés publics.





Quatrième défi européen, la protection contre les investissements prédateurs qui ne visent pas à développer nos entreprises et notre économie, mais à piller nos technologies les plus pointues, les plus savantes, les plus stratégiques. Nous travaillons avec l'Allemagne et avec l'Italie sur un projet de directive contre ce type d'investissement. Nous le porterons jusqu'au bout parce que l'Europe, une fois encore, doit apprendre à mieux défendre ses intérêts.

Elle doit le faire en matière d'investissement. Elle doit le faire aussi sur la fiscalité. Car je ne peux vous demander, à vous entrepreneurs, de payer rubis sur l'ongle votre impôt sur les sociétés et vos taxes locales, et laisser dans le même temps GOOGLE, AMAZON, FACEBOOK, APPLE faire des profits considérables en Europe en payant des sommes dérisoires au Trésor public français. Avec le président de la République, qui a redonné un nouvel élan à cette taxation des géants du numérique, nous avons obtenu un premier résultat et nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin. Nous souhaitons que cette taxation des géants du numérique soit opérationnelle dans les meilleurs délais possibles.

Enfin, l'Europe, c'est la défense d'un certain nombre d'appellations. Elles existent dans le domaine agricole : ce sont les IGP, les AOC qui existent pour le vin, pour le fromage, pour la viande, pour le lait, pour la crème, pour les fruits. Pourquoi ne pas créer un système semblable pour les produits industriels ? Nous travaillons avec nos amis italiens à un projet d'appellation industrielle contrôlée qui protégerait des savoir-faire, qui valoriserait le savoir-faire de nos ouvriers, de nos salariés, qui valoriserait une histoire industrielle. Parce que l'industrie fait partie de notre patrimoine. Les appellations industrielles contrôlées doivent nous permettre de protéger un certain nombre de savoir-faire industriels qui seraient sinon menacés par une concurrence injuste.

Enfin le dernier défi, c'est de retrouver en France une culture industrielle, fondée à la fois sur ces savoir-faire ancestraux dont je viens de vous parler et sur les innovations et les technologies les plus pointues. La culture française est marquée par la capacité à se réinventer. C'est le lien entre le savoir-faire des glaciers de Saint-Louis et des technologies de pointe associées à l'aéronautique, à l'espace ou au transport automobile. La force de la France, c'est cette capacité à tisser le lien entre le passé et l'avenir. C'est aussi la capacité à tisser des liens avec d'autres cultures industrielles – celles de l'Italie, celles de l'Allemagne – pour être plus fort au bout du compte.

Si nous prenons les décisions dont je vous parle sur la réorientation de l'Europe en matière de concurrence, en matière de défense de nos intérêts stratégiques ; si nous avons le courage d'aller jusqu'au bout de la révolution fiscale que nous portons avec le président de la République pour alléger la fiscalité sur le capital ; si nous avons le courage de financer nos laboratoires de recherche, de revisiter le crédit impôt recherche pour qu'il profite à tous ; si nous avons le courage d'innover, de forcer les portes de l'avenir ; si nous avons le courage d'alléger les coûts qui pèsent encore trop lourdement sur le travail en France y compris le travail qualifié – je suis convaincu que le coq bleu de La French Fab chantera haut et fort.

Pas simplement à l'intérieur des frontières françaises. Pas simplement à l'intérieur des frontières européennes. Mais à l'échelle de la planète tout entière.

Merci à tous.